

Remarques apportées au projet arrêté de SCOT de l'Ardèche méridionale

09/11/2020

LIVRE 1 - RAPPORT DE PRESENTATION

Chapitre 2 – Etat initial de l'environnement (EIE)

Partie 2 - Etat initial de l'environnement

II. Des milieux naturels qui fondent l'identité de l'Ardèche méridionale

II.1.3 Un réseau écologique diversifié

Le réseau des zones humides (ZH)

Les données auxquelles vous faites références ; et comme l'indique les sources de la carte page 21 ; semblent correspondre aux données de l'inventaire départemental dont le porté à connaissance a été réalisé auprès des EPCI et communes du département en 2010 par l'Etat, la région, le département et l'AERMC.

Lors de la réalisation de votre l'EIE, le porté à connaissance de l'Etat sur les différents inventaires des espaces naturels et TVB s'appuyait probablement sur cette seule donnée.

L'inventaire départemental des zones humides du département de l'Ardèche correspond à un inventaire non exhaustive et qui évolue régulièrement en fonction de la production/compilation de nouvelles données. Comme indiqué et transmis à votre service urbanisme en 2016 lors de l'écriture de l'EIE, une actualisation de cet inventaire a été réalisée entre 2016 et 2017 par notre structure [cf. *remarques transmises par courriel sur la version de travail du 17/05/2016 et envoi des tables SIG des données de l'inventaire zones humides en février 2016 (base de données version 2015) puis août 2016 (base de données en cours de mises à jour)*].

Pour cette mise à jour, le conservatoire a compilé les différentes données produites depuis 2010 par différents opérateurs (CEN Rhône-Alpes, Syndicat de rivières, EPCI, ONF, FRAPNA, CBNMC, PNR des Monts d'Ardèche,...) et de les intégrer à l'inventaire départemental avant transmission aux services de la DREAL en vue de sa mise à jour.

Cette actualisation a été mise en ligne par la DREAL en mai 2018 :

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/zones-humides-r4140.html>

Ces données sont disponibles sur le portail des zones humides Auvergne Rhône-Alpes (cartographie interactive) de la DREAL :

https://carto.datara.gouv.fr/1/portail_zh_dreal_r84.map.

A noter qu'entre 2010 et 2020, les données de l'inventaire départemental des zones humides de l'Ardèche comprises dans le périmètre du SCOT ont évolué comme en témoigne le tableau ci-dessous :

	Données 2010 (porté à connaissance Etat, Région, Conseil départemental)	Données Août 2016 (Base de données CEN Rhône-Alpes transmises au syndicat)	Données 2018 (cartographie Interactive DREAL actuelle)	Données 2020 (Base de données Cen Rhône-Alpes)
Nb de zones humides surfacique	1182	1350	1378	1380
Surface totale des zones humides surfaciques	5544,58 ha	5903,04 ha	6038,65 ha	6042,06 ha
Nb de zones humides ponctuelles (< 1000m²)	465	446	non intégrée	513

Aussi, la surface totale des **zones humides « surfaciques »** affichées dans l'EIE page 22 (5 743 ha) diffèrent :

- des données de l'inventaire départemental des zones humides porté à connaissance en 2010,
- des données de 2016 qui vous ont été transmises par le conservatoire (données provisoires dans l'attente de l'actualisation par la DREAL)
- des données actualisées en 2018 par la DREAL (mise à jour 2016-2017 de l'inventaire)
- et des dernières données dont nous disposons.

Page 23, il est indiquait la phrase suivante :

« La superficie totale des zones humides est de 5 743 ha à laquelle s'ajoutent les 3 646 ha d'espaces de mobilité des principaux cours d'eau localisés dans le bassin versant de l'Ardèche. »

La différence de surface relevée pourrait'elle en partie s'expliquer du faite que :

- certaines zones humides inventoriées se superposent aux espaces de mobilités ?
- vous avez pris en compte les données de 2015 transmises en février 2016 avant début des mises à jour ?

A noter également que les **zones humides « ponctuelles »** (zones humides présentant une surface en générale inférieure à 1ha) ne semblent pas avoir été prises en compte dans l'EIE. En effet, elles n'apparaissent pas sur la carte et aucune référence n'y est portée dans le texte. Ces données, transmises en février 2016 à votre service urbanisme (table SIG avec positionnement géographique des objets sans données descriptives) sont uniquement disponibles sur la base de données du Conservatoire puisque non portées à connaissance par les services de l'Etat. Toutefois, ces zones humides (mares permanentes et temporaires, roselières,...) constituent des enjeux forts pour le territoire (fonctionnalités physico-chimique et biologiques) et une prise en compte s'avère de notre point de vue primordial.

NB : les données 2020 de l'inventaire départemental des zones humides en notre possession à ce jour devraient prochainement faire l'objet (date inconnue ? 2021 ?) d'un envoi au Forum des marais atlantiques (FMA) ; structure désormais missionnée pour effectuer ces mises à jour. Le protocole, le format et la fréquence d'envoi de ces données restent à co-construire (travail en cours) avec les différentes structures partenaires (DREAL, AERMC, AELB, Cen d'AURA).

Comparaison trame bleue SCOT, SRCE Rhône-Alpes, SRADET AURA

Comme indiqué dans le document intitulé « *Remarques_PADD du SCOT Ardèche méridionale_Cen_Juin2018.docx* » ; que nous vous avons fait parvenir par courriel en date du 22/06/2018 en réponse à votre consultation sur le contenu de la version amendée de l'avant-projet final "PADD" version du 21/06/2018 ; le **SRCE Rhône-Alpes**, avant intégration au SRADET, précisait les éléments constitutifs de la trame bleue suivants (cf. extrait du rapport approuvé du SRCE Rhône-Alpes, page 151) :

Continuités écologiques régionales



Ont ainsi été intégrés à la Trame bleue conformément aux orientations nationales :

- **Des zonages obligatoires** : propositions de cours d'eau et canaux classés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement, zones humides contribuant à la réalisation des objectifs de la Directive cadre sur l'eau (DCE) ainsi que les ZHIEP mentionnées au L.211-3 et les zones humides importantes pour la préservation de la biodiversité¹⁴, les espaces de mobilité (ou de liberté) des cours d'eau, les couvertures végétales permanentes le long de certains cours d'eau mentionnées au L. 211-14 C. env.
- **Des zonages facultatifs**, parmi la liste proposée à l'examen de l'échelon régional par les orientations nationales : les réservoirs biologiques des SDAGE Rhône Méditerranée et Loire Bretagne, non repris par les classements au titre du L.214-17 du code de l'environnement, les zones prioritaires des plans nationaux d'actions, les zones de frayères identifiées au titre du L.432-3, les chevelus de tête de bassin et les lacs naturels alpins.
- **Des espaces complémentaires**, les inventaires départementaux de zones humides, ainsi que les zones humides de moins de 1 hectare, les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (comprenant les ripisylves et les forêts alluviales) définis en référence au SDAGE Rhône Méditerranée.

Les réflexions qui ont conduit à l'intégration des différents zonages (non obligatoires) à la Trame bleue ou au contraire à leur rejet sont présentées en annexe 7.

Tableau 8 : Zonages retenus pour constituer la Trame bleue (mai 2013)

Zonages intégrés à la Trame bleue		Linéaire (km)	Surface (ha)
Zonages obligatoires	Cours d'eau classés 1 (L.214-17)	12 050	
	Cours d'eau classés 2 (L.214-17)	2 770	
	ZHIEP ***	-	-
	Espaces de mobilité (ou de liberté) de cours d'eau *	-	6 325
	Couvertures végétales le long des cours d'eau (L. 211-14) **	-	
Zonages facultatifs	Réservoirs biologiques SDAGE	12 280	
	Zones prioritaires des plans nationaux d'actions ***	-	-
	Zones de frayères ***	-	
	Chevelus de tête de bassin**	-	
	Lacs naturels	-	65 500
Zonages complémentaires	Inventaires départementaux des zones humides		155 350
	Zones humides < 1 ha **		-
	Espaces de bon fonctionnement (en plus des espaces de mobilité des 6 325ha d'espaces de mobilité identifiés dans les zonages obligatoires)*		4 000



Les chiffres donnés sont arrondis à la dizaine.

¹⁴ En l'état actuel des connaissances (juin 2013) il n'existe pas en Rhône-Alpes de zonages validés de zones humides recensées sous ces différents statuts.

Le **SRADDET** a repris en son sein au niveau de l'objectif 1.6 les éléments des continuités écologiques définis par les deux anciens Schémas régionaux des cohérences écologiques d'Auvergne et celui de Rhône-Alpes. Deux instances ont été consultées à l'occasion de l'élaboration du SRADDET. Le comité régional de la biodiversité (CRB AuRA) a été associé lors d'une réunion le 5 mars 2018, tandis que le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) a été consulté en phase d'élaboration le 7 juin 2018.

Le tableau de synthèse présenté à la page suivante (*extrait de l'évaluation environnementale du SRADDET – Livre 4 - page 15 à 20*) rassemble les éléments structurants des anciens SRCE et permet de comparer avec les éléments repris par le SRADDET. Les éléments de la trame bleue peuvent ainsi être comparés entre les trois schémas.

Selon l'EIE du **SCOT Ardèche méridionale**, il est indiqué page 22 les aspects suivants :

« Le réseau hydrologique initial, base de la trame bleue.

La structure élémentaire de ce réseau est définie par l'association :

- *des zones humides (trame précédente) ;*
- *des cours d'eau (trame précédente) ;*
- *des espaces de mobilité de certains cours d'eau (nouvelle trame ajoutée).»*

Il semble que certains éléments constitutifs de la trame bleue du SRADDET n'aient pas été pris en compte dans l'EIE (aucune référence leur étant faite) :

- les chevelus de têtes de bassin en Rhône-Alpes,
- Sites Natura 2000 linéaires et surfaciques à composante aquatique et humide,
- Couvertures végétales permanentes le long de certains cours d'eau,
- Les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau au sens du SDAGE RM, lorsqu'ils sont connus,
- Zones prioritaires des Plans Nationaux d'Actions (Exemple du PNA Apron du Rhône), les frayères.

A ce jour nous ne disposons pas des données cartographiques (couche SIG) de la trame bleue du SRADDET. Ainsi, nous n'avons pas pu comparer les données cartographiques du SRADDET avec celles que vous avez utilisées dans l'EIE (figurant sur la carte page 22) et que vous nous avez transmises en date du 01/10/2020 (table SIG « Trame Bleue SCOT »).

Il est par conséquent difficile d'apprécier la parfaite superposition entre ces jeux de données. Aussi, compte tenu de l'évolution du SRADDET, une vérification de cet aspect semble nécessaire.

	SRCE Auvergne	SRCE Rhône-Alpes	SRADDET AuRA
Trame bleue			
	<p>Cours d'eau classés en liste 1 ou liste 2</p> <p>Cours d'eau situés en tête de bassin versant en bon état écologique</p> <p>Espaces de mobilité des cours d'eau</p> <p>Drains principaux permettant d'assurer la cohérence écologique de la TB</p> <p>Plans d'eau</p> <p>Sites Natura 2000 linéaires et surfaciques à composante aquatique et humide</p> <p>Zones humides</p>	<p>Cours d'eau et canaux classés en liste 1 (12 050 km) ou liste 2 (2 770 km)</p> <p>Chevelus de têtes de bassin</p> <p>Espaces de mobilité ou de bon fonctionnement des cours d'eau</p> <p>Grands Lacs naturels alpins (65 500 ha)</p> <p>Inventaires départementaux des zones humides (155 350 ha - état des connaissances juin 2013)</p> <p>Couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau</p> <p>Réservoirs biologiques des SDAGE</p> <p>Zones prioritaires des PNA, les frayères</p>	<p>Cours d'eau et canaux classés en liste 1 ou 2</p> <p>Cours d'eau situés en tête de bassin versant en bon état de fonctionnalité (Auvergne) et les chevelus de têtes de bassin en Rhône-Alpes</p> <p>Drains principaux permettant d'assurer la cohérence écologique de la TB</p> <p>Espaces de mobilité des cours d'eau</p> <p>Lacs naturels</p> <p>Sites Natura 2000 linéaires et surfaciques à composante aquatique et humide</p> <p>Zones humides contribuant à la réalisation des objectifs de la Directive cadre sur l'eau (DCE), les zones humides Ramsar ainsi que celles d'Intérêt Environnemental Particulier ou résultant des inventaires départementaux et portées à connaissance par les services de l'État ou les départements</p> <p>Couvertures végétales permanentes le long de certains cours d'eau</p> <p>Réservoirs biologiques des SDAGE ainsi que les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau au sens du SDAGE RM, lorsqu'ils sont connus (Rhône-Alpes)</p> <p>Zones prioritaires des PNA, les frayères</p>

II.2 Des écosystèmes reconnus pour leur valeur

De nombreux sites protégés (contractualisation et/ou réglementaire)

En février 2016, nous vous avons transmis la table SIG des délimitations des sites gérés par le conservatoire et confirmé que 11 sites concernés le périmètre SCOT, représentant une surface totale de 15,43 km² (1 543 ha). Aussi, c'est bien ces éléments qui figurent dans le texte et la carte située page 27.

Aujourd'hui, à l'échelle du périmètre du SCOT, le conservatoire intervient sur 14 sites, représentant une surface totale de 2 330 ha :

- Aven By
- Aven Espatty 1
- Gras de Serre Montredon
- Grotte des conchettes
- Mares de la plaine du Regard
- Réseau de tourbières ; du plateau de Montselgues
- Rocher du bord de Loire
- Tourbière de la Couleyre
- Tourbière de la Tuilière
- Tourbière de Planchette
- Tourbière de Sagne-Redonde
- Tourbières de Geneste, de la Vestide et des Narces
- Tourbières de la Verrerie, du Font de l'Aigle et de Prat sauvage
- Zones humides de la plaine alluviale de l'Ardèche

Nous nous tenons bien évidemment à votre disposition pour vous transmettre ces nouveaux éléments cartographiques.

II.3 Une fonctionnalité des milieux naturels « contrariée »

II.3.1 Des réservoirs, des continuités et des corridors écologiques déjà identifiés

Comparaison réservoirs de biodiversité SCOT, SRCE Rhône-Alpes, SRADDET AURA

Dans le document intitulé « *Remarques_PADD du SCOT Ardèche méridionale_Cen_Juin2018.docx* », transmis en date du 22/06/2018, nous rappelons la définition et les éléments constitutifs des réservoirs de biodiversité suivants :

« L'article R.371-19-II (C. env.) définit les réservoirs de biodiversité comme des « espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante ». Ils peuvent « abriter des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations ».

A noter que les réservoirs de biodiversité recouvrent :

- *les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité mentionnés au 1° du II de l'article L. 371-1 du code de l'environnement ;*
- *tout ou partie des espaces protégés au titre des dispositions du livre III et du titre Ier du livre IV du code de l'environnement ;*
- *tout ou partie des cours d'eau et canaux mentionnés au 1° et au 3° du III de l'article L. 371-1 du code de l'environnement qui constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques ;*
- *tout ou partie des zones humides mentionnées au 2° et au 3° du III de l'article L. 371-1 du code de l'environnement, qui peuvent jouer le rôle soit de réservoirs de biodiversité, soit de corridors écologiques, soit les deux à la fois. »*

Le SRCE Rhône-Alpes ; avant intégration au SRADDET ; précisait les éléments constitutifs des réservoirs de biodiversité suivants (cf. extrait du rapport approuvé du SRCE Rhône-Alpes, page 141 et 142) :



Continuités écologiques régionales



Pour le SRCE rhônalpin, les réservoirs de biodiversité intègrent :

- Conformément aux orientations nationales, **des zonages obligatoires, correspondant aux sites désignés et reconnus par un statut de protection réglementaire** (Arrêtés préfectoraux de protection de biotopes, cœurs de parcs nationaux, réserves naturelles nationales et régionales, réserves biologiques forestières dirigées et intégrales).
- **Des zonages facultatifs**, parmi la liste proposée à l'examen de l'échelon régional par les orientations nationales : les ZNIEFF de type I, les sites gérés par le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres, les sites gérés par le CEN Rhône-Alpes, les sites Natura 2000 (SIC et ZPS), les ENS, les forêts de protection classées pour motif écologique, certains sites classés pour raisons écologiques (travail d'identification en cours), les RNCFS et certaines RCFS¹², dont la gestion est assurée par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).
- **Des sites complémentaires** : les périmètres correspondant aux habitats de reproduction potentielle (potentialité forte et potentialité à préciser) du Tétrasyre et à l'aire de présence du Grand tétras, espèces emblématiques et bien connues en Rhône-Alpes, ciblées par le MNHN comme espèces de cohérence TVB, et les îlots de sénescence (composante non cartographiable).

Si les composantes non cartographiables pour des questions d'échelle de représentation ou encore de disponibilité des données SIG n'apparaissent pas sur la cartographie de la TVB, elles sont bien des composantes à part entière et font, à ce titre, l'objet de mesures dans le plan d'action stratégique.

Par ailleurs, il a été décidé de ne pas exclure des zonages retenus pour constituer les réservoirs de biodiversité le bâti et les domaines skiables concernés, en raison :

- *de l'échelle de travail du 1/100000 non adaptée à des travaux si fins ;*
- *de la volonté de maintenir la fonctionnalité écologique du réservoir (Cf. Orientation n°1, objectif 1.1.) nécessitant une vision du site dans son ensemble.*



Continuités écologiques régionales

Tableau 7: Zonages intégrés aux réservoirs de biodiversité : nombre et surface sur le territoire rhônalpin (mai 2013).

	Zonages	Nombre	Surface (ha)
Réservoirs de biodiversité obligatoires	APPB	149	39 300
	Cœurs de PN	2	87 700
	RNN	26	63 200
	RNR	13	2 300
	Réserves biologiques forestières	25	6 300
Réservoirs de biodiversité facultatifs	ZNIEFF 1	2 386	794 700
	Sites Natura 2000 :		
	-SIC	130	435 700
	-ZPS	35	317 500
	ENS (sauf Rhône)	810	35 700
	Sites classés**	74	75 000
	RNCFS	1	5 100
	RCFS gestion ONCFS	2	2 800
	Forêts de protection	6	1 800
	Sites CLRL	17	400
	Sites CEN RA	238	9 700



	Zonages	Nombre	Surface (ha)
Réservoirs de biodiversité supplémentaires	Sites de reproduction potentielle du Tétraz lyre		167 000
	L'aire de présence du Grand tétras		16 400
	Ilots de sénescence*	-	-

*Composantes non cartographiables.

**Choix et cartographie des sites classés sur critère écologique.



Les chiffres donnés sont arrondis à la centaine.

Les réflexions qui ont conduit à l'intégration des différents zonages (non obligatoires) aux réservoirs de biodiversité ou au contraire à leur rejet sont présentées en annexe 4.

En excluant les superpositions, les réservoirs de biodiversité ont une emprise de 1 130 000 hectares soit environ 25% du territoire régional.

Comme indiqué précédemment, le **SRADDET** a repris en son sein au niveau de l'objectif 1.6 les éléments des continuités écologiques définis par les deux anciens Schémas régionaux des cohérences écologiques d'Auvergne et celui de Rhône-Alpes.

Le tableau de synthèse présenté à la page suivante (extrait de l'évaluation environnementale du SRADDET – Livre 4 - page 15 à 20) rassemble les éléments structurants des anciens SRCE et permet de comparer avec les éléments repris par le SRADDET. Les différents réservoirs de biodiversité considérés peuvent ainsi être comparés entre les trois schémas.

Selon l'EIE du **SCOT Ardèche méridionale**, il est indiqué (page 38) que le périmètre du SCOT est concerné par 433 réservoirs biologiques pour une superficie globale de 82 704 ha.

L'analyse des données géomatique en notre possession comparées à celles indiquées dans l'EIE a permis de mettre en évidence des variations de nombre et de surface selon les données disponibles. Le tableau ci-dessous présente ces résultats.

	EIE SCOT	SRCE	SRADDET
Nombre	433	491	NC
Surface (ha)	82 704,00	65 305,92	NC

NB : nous ne disposons pas à ce jour des données cartographiques (couche SIG) des réservoirs de biodiversité du SRADDET.

Aussi, compte tenu de ces différences et de l'évolution du SRADDET, une vérification de ces aspects semble nécessaire.

	SRCE Auvergne	SRCE Rhône-Alpes	SRADDET AuRA
Trame verte			
Réservoirs biologiques (RB) obligatoires	Zonages réglementaires obligatoires : arrêtés de protection de biotope (16 APPB), réserves naturelles nationales (8 RNN), réserves biologiques intégrales (4 RBI) et domaniales (1 RBD) 4 RNR étaient en projet lors de l'élaboration du SRCE	Zonages réglementaires obligatoires : cœurs de parcs nationaux (2), les arrêtés préfectoraux de protection de biotope (149 APPB), les réserves naturelles nationales (26 RNN) et régionales (12 RNR), les réserves biologiques forestières dirigées et intégrales (25)	Les réservoirs de biodiversité issus des zonages obligatoires Les 5 RNR créées depuis ont été intégrées dans les continuités écologiques régionales
Réservoirs biologiques (RB) complémentaires <i>Les pourcentages sont surfaciques.</i> <i>Le nombre de sites est indiqué entre parenthèses.</i>	99 % des ZNIEFF 1 38 % des ZNIEFF 2 100 % des sites Natura 2000 de la directive Habitats (ZSC) 43 % des sites Natura 2000 de la directive Oiseaux (ZPS) Secteurs de fort potentiel écologique non fragmentés issus d'une analyse multicritère (80 % des ENS en font partie) Milieux subalpins et thermophiles	1 130 000 ha (25 % de l'ancienne région Rhône-Alpes) : 100 % des ZNIEFF 1 (2386) 100 % des sites Natura 2000 (130 SIC, 35 ZPS) Les sites gérés par le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (17) et le Conservatoire régional des espaces naturels (238) Les forêts de protection (6) et sites classés pour raisons écologiques (74), les îlots de sénescence (non connu) Les Réserves nationales de chasse et de faune sauvage et les réserves communales de chasse et de faune sauvage gérées par l'ONCFS (2) Les zones de présence du Grand tétras (16 400 ha) et les habitats de reproduction potentielle du Tétras-Lyre (167 000 ha). Les ENS sauf l'ENS du Rhône (803)	1 622 500 ha (23 % de la région AuRA) : La quasi-totalité des ZNIEFF 1 38 % des ZNIEFF 2 (Auvergne) Sites Natura 2000 au titre de la directive Habitats (Auvergne) 100 % des sites Natura 2000 de la directive Oiseaux (Rhône-Alpes) et 43 % des sites Natura 2000 au titre de la Directive Oiseaux (Auvergne) Les sous-trames thermophile et subalpine ainsi que les secteurs à fort potentiel écologique et non fragmentés, tels que définis dans le SRCE Auvergne Les sites gérés par les Conservatoires d'Espaces Naturels et par le Conservatoire du littoral Les forêts de protection, les sites classés pour raison écologique, et les îlots de sénescence, tels que définis dans le SRCE Rhône-Alpes Réserves Nationales de Chasse et de Faune Sauvage, les Réserves de Chasse et de Faune Sauvage gérées par l'ONCFS (Rhône-Alpes) Les zones potentielles de reproduction du Tétras lyre, les aires de présence du Grand tétras (Rhône-Alpes) Les ENS sauf l'ENS du Rhône (803)

III. Des milieux agricoles et forestiers diversifiés

III.3 Les principaux enjeux d'avenir

Il est précisé page 61 :

« Les milieux forestiers sont quant à eux valorisés à travers des collectifs de propriétaires qui se développent peu à peu afin d'exploiter durablement cette ressource. L'arrêté préfectoral du 16 juillet 2003 fixe à 4 ha le seuil de surface du massif boisé où se situe l'opération à partir duquel une autorisation est requise pour le défrichement de bois appartenant à des particuliers. Sachant que 80% de la forêt appartiennent à des propriétaires privés qui détiennent de petites surfaces, les coupes peuvent se multiplier et avoir des conséquences sur le paysage. Bien que diversifiée, la forêt est morcelée, de qualité moyenne, et peu gérée. »

Nous partageons le fait que les nombreuses coupes à blanc (défrichement) effectuées chaque année peuvent avoir des incidences notables sur le paysage, mais pas seulement. En effet, avec la demande grandissante de ressources bois-énergie pour alimenter les importantes chaufferies biomasse (Lyon, Pierrelatte,...), ces coupes ont également des incidences sur la trame verte et les ripisylves. Nous constatons que de nombreux secteurs boisés à enjeux du département de l'Ardèche y compris en Ardèche méridionale (trame verte, ripisylve,...) sont fortement exploités ou sous pressions.

Aussi, nous proposons que la phrase puisse être modifiée comme tel :

« Sachant que 80% de la forêt appartiennent à des propriétaires privés qui détiennent de petites surfaces, les coupes peuvent se multiplier et avoir des conséquences sur le paysage et la trame verte et bleue. »

IV. Une qualité patrimoniale et paysagère menacé

IV.2 Des patrimoines qui retracent l'occupation humaine depuis la Préhistoire

Réseau de grottes et d'avens

Selon l'EIE du SCOT Ardèche méridionale, il est indiqué page 128 les aspects suivants :

« Sur les 1 389 cavités identifiées dans l'inventaire départemental des cavités souterraines de l'Ardèche (BRGM - 2005), 823 sont présentes dans le périmètre du SCOT. Certaines d'entre elles présentent un patrimoine remarquable lié à l'archéologie, la paléontologie, les concrétions,...[...] »

D'expériences, nous avons constaté que l'inventaire départemental des cavités du BRGM (2015) sous-estime le nombre de cavités réellement connues à ce jour. Il serait pertinent que cette information puisse être vérifiée auprès du Comité départemental de spéléologie de l'Ardèche qui détient et alimente une base de données cavités beaucoup plus enrichie.

V. Des ressources naturelles exploitées

V.4 Un territoire à énergie négative

V.4.2 Production locale d'énergie du territoire : un territoire qui exploite peu ses ressources.

Il est précisé page 168 le pourcentage d'énergie renouvelable issu du bois énergie : 285 145,00 MWh (2015).

► Le bois énergie, enjeu central du système énergétique territorial.

Il est également précisé page 169 que :

« La production de bois énergie ne représente que 30,7 % des usages « chaleur » du territoire (chauffage, ECS) soit un taux qui reste inférieur aux objectifs fixés par le législateur pour 2030 (38 % d'EnR dans la consommation finale de chaleur). NB : Ce constat illustre la nécessité de jouer sur deux leviers : réduction des consommations de chaleur via les gisements d'efficacité énergétique. Augmentation de la production locale en valorisant prioritairement les nouveaux usages performants du bois énergie (automatisation). »

A noter que ces chiffres ne permettent pas d'apprécier clairement la quantité de la ressource forestière exploitée localement pour produire du bois énergie et ensuite la consommer localement ou l'exporter en dehors du territoire, notamment pour alimenter les chaufferies biomasses.

De notre point de vue, cet aspect devrait être précisé ici dans l'objectif d'orienter la filière vers une exploitation raisonnée et locale des ressources énergétiques et garantes de la préservation de la trame et bleue (ripisylves), et également ajouté au paragraphe intitulé « Les forces et faiblesses des ressources naturelles » page 181 et 182.

Chapitre 3 : Hiérarchie des normes, justification des choix et évaluation environnementale

Partie 1 : Articulation des plans et programmes

II.1. Les documents avec lesquels le SCoT doit être compatible (Loi Montagne/ SDAGE/ SAGE/ Charte PNR/ PEB...)

II.1.2 Le fascicule des règles du SRADDET Région AURA

Règle n°35 – Préservation des continuités écologiques

Le tableau page 52 précise les éléments suivants :

« Le PADD annonce deux classes de réservoirs de biodiversité : les prioritaires et les secondaires. Afin de garantir l'équilibre de leurs écosystèmes, ces réservoirs de biodiversité prioritaires, particulièrement sensibles aux perturbations anthropiques, sont strictement protégés. Correspondant aux zonages réglementaires en vigueur sur le territoire (périmètres des arrêtés préfectoraux de protection du biotope, les réserves naturelles régionales et nationales, et les réserves biologiques), ils se caractérisent déjà par une constructibilité très contrainte. Dans les espaces relevant de cette classe supérieure, la préservation des habitats naturels est impérative.

En complément des réservoirs prioritaires, d'autres réservoirs de biodiversité sont intégrés dans la trame verte et bleue du SCoT. Les espaces classés « NATURA 2000 », les « ZNIEFF de type 1 », les sites du Conservatoire d'Espaces Naturels, ainsi que les espaces forestiers anciens et laissés en libre évolution se rangent dans cette catégorie. Dans les espaces relevant de cette classe, les habitats naturels font l'objet de mesures de protection adaptées. »

Il ressort de cette hiérarchisation que certains réservoirs de biodiversité tels que reconnus par le SRADDET semblent avoir été écartés :

- les sites classés pour raison écologique,
- Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) du département de l'Ardèche.

Aussi, nous nous interrogeons sur les orientations et règles urbanistiques qui pourraient s'y appliquer lors de l'élaboration/révision des documents d'aménagement et de planification territoriale : PCAET, PDU, PLH, PLU/PLUi, carte communale.

Nous nous interrogeons également sur la pertinence de différencier 2 types de réservoirs, cette adaptation territoriale, et sauf erreur de notre part, n'étant pas clairement indiquée dans le SRADDET.

Règle n°38 – Préservation de la trame bleue

Le tableau page 52 précise les éléments suivants :

« La Trame bleue est à la fois constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques définis comme suit :

- Tous les cours d'eau, y compris ceux classés en liste 1 et 2 et les réservoirs biologiques aquatiques recensés dans les SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse et Loire-Bretagne ;
- Les espaces de mobilité du bassin versant de l'Ardèche cartographié dans le SAGE Ardèche ou, à défaut, un espace tampon de 10 m de chaque côté des berges, hors espaces artificialisés, pour tous les autres cours d'eau des trois bassins versants ;
- Les zones humides référencées dans l'inventaire départemental et complétées par celles cartographiées par les SAGEs Ardèche, Loire-Amont et Haut-Allier.
-

Tous ces éléments, auxquels s'ajoutent les ripisylves, sont identifiés dans les documents d'urbanisme locaux en zone naturelle ou agricole stricte. [...]»

Il apparaît également ici que certains éléments constitutifs de la trame bleue tels que reconnus par le SRADDET semblent avoir été écartés :

- Sites Natura 2000 linéaires et surfaciques à composante aquatique et humide,
- les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau au sens du SDAGE RM, lorsqu'ils sont connus (Rhône- Alpes),
- Zones prioritaires des PNA, les frayères.

Comme précédemment indiqué, nous nous interrogeons sur les orientations et règles urbanistiques qui pourraient s'y appliquer lors de l'élaboration/révision des documents d'aménagement et de planification territoriale : PCAET, PDU, PLH, PLU/PLUi, carte communale.

Nous nous interrogeons par ailleurs sur la largeur de 10 mètres retenues de part et d'autres des berges des cours d'eau dont l'espace de mobilité n'a pas été cartographiée. Sur quelles définitions et bases scientifiques, cette distance a été choisie ?

En l'absence de prise en compte des zones humides « ponctuelles » (surface inférieure à 1 ha), nous nous interrogeons également sur les règles urbanistiques qui pourraient s'y appliquer et les éventuelles perturbations/dégradations qui pourraient influencer leurs fonctionnalités physico-chimiques et biologiques.

II.1.5 Les SDAGE Loire Bretagne et Rhône Méditerranée Corse

II.1.6 Les SAGE Ardèche, Haut Allier et Loire Amont

La précédente remarque relative aux zones humides ponctuelles rejoint la règle de compatibilité nécessaire entre le SCOT et les SDAGE/SAGE quant à la préservation des zones humides :

- le SDAGE Loire Bretagne et les orientations des chapitres 8 et 9 du SDAGE (rappelées page 92 et 93),
- le SDAGE Rhône-Méditerranée Corse et les orientations 6B-04 (rappelée page 95),
- le SAGE Ardèche et l'orientation 3.C (rappelée page 97),
- le SAGE Loire Amont et l'orientation C.1 (rappelée page 97),
- le SAGE Haut Allier et l'orientation 4 (rappelée page 97).

II.2 Les documents que le SCOT doit prendre en compte (SRADDET dont SRCE/Schéma des carrières...)

II.2.2 Le SRCE

Il est indiqué page 103, les éléments suivants :

« Le SCoT de l'Ardèche méridionale doit être cohérent avec le SRCE Rhône-Alpes. Le SRCE a été intégré dans le SRADDET dès son caractère exécutoire. Même si le fascicule des règles et le rapport d'objectifs ont été analysés par le SCoT, ce dernier a jugé utile de faire une (dernière) référence au SRCE car c'est ce document qui a déterminé la base de la trame verte et bleue du SCoT. »

Ce paragraphe fait référence à la nécessité du SCOT de prendre en compte le SRCE intégré au SRADDET depuis décembre 2019. Aussi, cela renvoie aux différents points et questionnements relatifs aux éléments constitutifs de la trame verte et bleue précédemment abordés.

Partie 2 Justification des choix du PADD et du DOO

II. Justification des choix

II.2.9 Définition de la trame verte et bleue

Il est indiqué page 149, les éléments suivants :

« Définition des réservoirs de biodiversité terrestres et aquatiques et des corridors aquatiques »

La définition des réservoirs de biodiversité terrestres et aquatiques ainsi que des corridors aquatiques s'est basée à la fois sur le SRCE qui est aujourd'hui intégré dans le SRADDET et sur les différents Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

Deux niveaux de réservoirs de biodiversité ont été distingués à l'échelle du SCoT non pas pour hiérarchiser des valeurs écologiques, faunistiques ou floristiques mais pour différencier les zonages réglementaires des périmètres contractuels ou d'inventaires. Ainsi les réservoirs de biodiversité prioritaires sont les arrêtés préfectoraux de biotope, les réserves naturelles (régionale ou nationale) et les réserves biologiques. Les réservoirs de biodiversité secondaires du SCoT prennent en compte le maillage des sites NATURA 2000, des sites du Conservatoire d'Espaces Naturels et des sites classés en ZNIEFF de type 1. Seuls les Espaces Naturels Sensibles (ENS) n'ont pas été intégrés dans les réservoirs de biodiversité secondaires car leurs superficies sont trop importantes, surtout sur la Montagne d'Ardèche et apportent peu de connectivité supplémentaire à la trame verte définie par le SCoT qui occupe déjà une part importante du territoire. Le droit de préemption utilisé par le Département pour acquérir le foncier compris dans les sites ENS reste actif.

Les réservoirs de biodiversité aquatiques et les corridors aquatiques qui forment la trame bleue du SCoT comprennent : tous les cours d'eau, les espaces de mobilité du bassin versant de l'Ardèche ou à défaut un espace tampon de 10m de chaque côté des berges hors espaces artificialisés pour les autres cours d'eau des trois bassins versants du SCoT et les zones humides référencées dans l'inventaire départemental notamment celles qui sont qualifiées comme majeures dans le bassin versant de l'Ardèche et qui sont associées à leurs espaces de fonctionnalité.»

Ce paragraphe présente plus en détails la définition et la justification du choix de hiérarchisation des réservoirs de biodiversité :

- Les réservoirs de biodiversité prioritaires
- Les réservoirs de biodiversité secondaires.

Comme indiqué précédemment et rappelé ici, se pose la question de cette définition et des éléments constitutifs des réservoirs de biodiversité et de la trame bleue comme définie par le SRADDET, et non pris en considération dans l'EIE, le PADD et DOO.

Aussi, nous nous interrogeons sur les orientations et règles urbanistiques qui pourraient s'y appliquer lors de l'élaboration/révision des documents d'aménagement et de planification territoriale : PCAET, PDU, PLH, PLU/PLUi, carte communale.

Il est également précisé page 149, les éléments de « **Méthode retenue pour définir les secteurs à enjeux et espaces de vigilance qui contiennent les corridors terrestres** ».

Nous soulignons ici les résultats du travail partenarial entre nos deux structures portant sur l'identification et la caractérisation des espaces de vigilances à la perméabilité écologique et leurs retranscriptions cartographiques dans le DOO du SCOT. Ils constituent de notre point de vue des secteurs parfaitement complémentaires aux espaces à enjeux identifiés au SRADDET (corridors à préserver ou à restaurer).

Partie 3 Évaluation des incidences sur l'environnement

III. Evaluation des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du SCOT sur l'environnement et des mesures prises

III.1 Incidences du SCOT sur la biodiversité et le milieu naturel

III.1.4 MESURES ET EVALUATION

La « Définition d'une trame verte et bleue » est rappelée page 166.

Comme indiqué précédemment, des éclairages doivent être recherchés auprès des services compétents (DDT, DREAL, Région AURA) concernant les éléments constitutifs de la trame verte et bleue.

III.1.9 DESCRIPTION DES MESURES

Les éléments suivants sont précisés page 179 :

« ► Sur les réservoirs de biodiversité secondaires

Toutes les zones Natura 2000 font partie des réservoirs de biodiversité secondaires (avec les ZNIEFF de type I). »

Compte tenu de la hiérarchisation actuellement retenue par le SCOT (réservoirs de biodiversité prioritaires et secondaires) n'apparaît pas ici les sites gérés par le conservatoire d'espaces naturels.

LIVRE 2 - PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

I. Construire une armature territoriale solidaire et fonctionnelle

I.3 Renforcer l'offre d'équipements et de services constitutive du cadre de vie

I.3.2 Stimuler la vie culturelle, associative et sportive

Il est indiqué page 17 les éléments suivants :

« Renforcer Aubenas comme pôle culturel et sportif majeur, notamment via la construction d'un nouveau stade multisports, le confortement du site d'entraînement de canoë-kayak de Dugradus, [...] »

Comme indiqué dans le document intitulé « *Remarques_PADD du SCOT Ardèche méridionale_Cen_Juin2018.docx* » transmis en date du 22/06/2018, l'ouvrage du Dugradus (code ROE21328) fait partie de la liste des ouvrages prioritaires du bassin RMC faisant obstacle à la continuité écologique et nécessitant des travaux (équipement, aménagement, effacement...). Aussi, le projet de confortement du site d'entraînement de canoë-kayak devra prendre en compte cet élément.

Aussi, en complément il pourrait être ajouté l'aspect suivant :

« dans le respect de la continuité écologique de la rivière ».

IV. Préserver un territoire à haute valeur environnementale et patrimoniale

IV.1 Gérer durablement la ressource en eau

IV.1.1 Economiser, protéger et sécuriser la ressource

Il est indiqué page 42 les éléments suivants :

« ► Stocker l'eau

Au regard de l'irrégularité des précipitations (régime hydrologique de type méditerranéen alternant épisodes cévenols d'automne et sécheresses estivales) et pour réduire la vulnérabilité climatique du territoire, des solutions de stockage des eaux pluviales, superficielles, souterraines ou artésiennes peuvent être mises en œuvre.

Orientées principalement vers l'irrigation agricole, elles se traduisent notamment par l'aménagement de retenues collinaires. Adaptées aux différents contextes biogéographiques du SCOT, ces ouvrages respectent les sensibilités écologiques et paysagères spécifiques (montagne, pentes, piémont et plaines).

Dédiées à la satisfaction des usages domestiques non alimentaires, elles prennent la forme de stockages individuels ou collectifs de plus petite capacité (enterrés ou non), associés aux habitations. »

Comme indiqué dans le document intitulé « *Remarques_PADD du SCOT Ardèche méridionale_Cen_Juin2018.docx* » transmis en date du 22/06/2018, la présente version arrêtée du PADD ne reprend plus l'aspect suivant :

« Pour limiter l'impact sur les écosystèmes, les équipements de stockage situés en dehors des fonds de talweg sont privilégiés. »

Nous avons d'ailleurs proposé à l'époque la reformulation suivante :

"Pour limiter l'impact sur les écosystèmes, les équipements de stockage situés en dehors des fonds de talweg et des secteurs à forts enjeux biologiques et fonctionnels (zones humides, cours d'eau intermittents,...) ».

Il serait pertinent de notre point de vue de reformuler la phrase comme tel :

« Orientées principalement vers l'irrigation agricole, elles se traduisent notamment par l'aménagement de retenues collinaires. Adaptées aux différents contextes biogéographiques du SCoT, ces ouvrages respectent les sensibilités écologiques et paysagères spécifiques (montagne, pentes, piémont et plaines) dans le respect de la trame verte et bleue »

IV.3 Reconnaître et préserver la trame verte et bleue

La définition de la trame verte et bleue est rappelée page 44.

Comme indiqué précédemment, la définition de la trame verte et bleue pourra être modifiée en fonction des remarques précédemment faites.

IV.4 Préparer la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique

IV.4.2 Créer un bouquet énergétique diversifié et territorialisé

Les éléments suivants sont précisés page 50 :

« Bioénergies : la production de bois-énergie est augmentée d'environ 35 % d'ici 2030, avec un accroissement supplémentaire d'environ 45 % entre cette date et l'échéance du SCoT »

Comme souligné dans le document intitulé « *Remarques_PADD du SCOT Ardèche méridionale_Cen_Juin2018.docx* » transmis en date du 22/06/2018 et comme indiqué précédemment, la production de bois énergie profite au territoire du SCOT mais également aux territoires riverains où la demande en bois d'énergie est importante compte tenue du fonctionnement d'importantes chaufferies biomasse (Lyon, Pierrelatte,...).

Aussi, il serait pertinent de notre point de vue que ce paragraphe puisse être enrichi et reformulé comme tel :

« Bioénergies : la production de bois-énergie est augmentée d'environ 35 % d'ici 2030, avec un accroissement supplémentaire d'environ 45 % entre cette date et l'échéance du SCoT. Cette augmentation s'effectuera dans une logique d'exploitation durable et raisonnée de la ressource forestière et dans le respect des éléments constitutifs de la trame verte et bleue ».

LIVRE 3 - DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

II. Dynamiser et diversifier l'économie locale

II.2. Affirmer la vocation sylvicole du territoire

II.2.1. Concilier l'exploitation des massifs avec la protection des milieux

Orientation 26 (page 40)

Cette orientation précise les éléments suivants :

« En lien avec les plans et schémas territoriaux, il convient de créer les conditions d'une mobilisation pérenne de la ressource bois afin d'accroître son utilisation. Dans cette optique, les documents d'urbanisme locaux doivent prendre les dispositions suivantes :

- S'assurer que l'urbanisation ne contraigne pas les accès aux forêts de production (création d'emplacements réservés, de places de retournement), ainsi que la création de desserte forestière structurante avec des infrastructures de stockage/tri, de chargement de bois ;*
- Intégrer les solutions alternatives de désenclavement des massifs dans les secteurs où le réseau public (routes départementales ou communales) présente des contraintes (points noirs) et ne peut être utilisé pour le passage des grumiers tout en intégrant la protection du patrimoine routier public et la sécurisation des usages ;*
- Prendre en compte la forêt dans l'extension des nouvelles urbanisations (interface habitat-forêt, recul en fond de parcelles...) ;*
- Prendre en compte le Plan départemental de Lutte contre l'Incendie, qui autorise les équipements liés aux pistes DFCI, ainsi que les aménagements pastoraux qui y contribuent ;*
- Intégrer les dispositions des plans de gestion, quand ils existent, pour protéger les milieux forestiers de toute exploitation par un zonage indicé. »*

Il serait de notre point de vue pertinent ; et au regard des remarques faites précédemment dans l'EIE et le PADD au sujet du bois énergie ; que le texte de cette orientation puisse être enrichi en intégrant notamment la notion « d'exploitation durable et raisonnée de la ressource forestière et dans le respect des éléments constitutifs de la trame verte et bleue ».

II.4. Rééquilibrer l'armature commerciale et artisanale

II.4.5. Régénérer les espaces commerciaux du territoire à travers un développement commercial durable

Orientation 52 (page 64)

Cette orientation précise les dispositions visant à l'amélioration qualitative des pôles commerciaux de périphérie. Le dernier alinéa porte sur la disposition suivante :

« Limiter l'impact environnemental des équipements en privilégiant ».

Il serait de notre point de vue pertinent que cette dernière disposition soit enrichie et intègre des éléments concernant la perméabilité écologique et le respect de la trame verte et bleue en adaptant les aménagements collectifs et individuels au sein de ces espaces commerciaux.

En effet, de nombreux exemples réussis ont à la fois permis au sein même de ces zones d'activités l'installation et le développement d'activités économiques tout en conciliant les enjeux biodiversité et perméabilité écologique.

A ce titre, l'exemple du Parc industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA) avait été retenu et présenté aux élus des EPCI dans le cadre du 3^e séminaire « EPCI » organisé à Aubenas le 13/09/2017 et auquel le Conservatoire avait été associé.

Des OAP « secteurs » ou « thématiques » pourraient dans ce sens être recommandées tout comme des obligations inscrites dans les règlements des documents locaux d'urbanisme et ceci afin de limiter les effets de fragmentation.

IV. Protéger un territoire à haute valeur environnementale et patrimoniale

IV.1.3. Viser la réduction des prélèvements en eau pour l'usage agricole

Recommandation 21 (page 93)

Les éléments suivants sont présentés :

« Pour l'irrigation agricole et les usages non destinés à l'alimentation en eau potable, les documents d'urbanisme locaux encouragent l'aménagement d'infrastructures de stockage d'eaux ainsi que de retenues collinaires conformément à l'orientation 19 du chapitre agricole et dans le respect de la Trame Verte et Bleue. »

Comme indiqué précédemment en remarque au PADD et à la reformulation proposée concernant les retenues collinaires, il est ici bien précisé « dans le respect de la trame verte et bleue ».

IV.3. PROTÉGER LA TRAME VERTE ET BLEUE (TVB)

L'orientation 83 (page 99) précise les aspects suivants :

« L'annexe 4 du DOO, libellée « la TVB multiscalaire du SCoT de l'Ardèche Méridionale », localise, par EPCI, les réservoirs de biodiversité, les axes fuseaux fonctionnels au 1/100 000e, les espaces de vigilance et les secteurs à enjeux ainsi que, pour ces deux dernières catégories, leurs corridors associés, respectivement aux 1/30 et 1/10 000e. »

Comme échangé avec votre service urbanisme fin septembre 2020, les 4 volumes de l'annexe 4 « annexes cartographiques » mériteraient d'être modifiées en vue d'une meilleure lisibilité, compréhension et appropriation et retranscription dans les documents d'urbanisme.

Les remarques/propositions émises oralement sont reprises ci-dessous :

- Pour chacun des volumes, et en supplément de la carte générale, il serait pertinent d'ajouter une seconde carte générale présentant le découpage des différentes planches zoomées « Focus »,
- Pour chacun des volumes, adapter le découpage des planches « Focus » en s'appuyant sur une logique géographique (est/ouest puis nord/sud) plutôt qu'administrative (découpage par EPCI),
- La sémiologie du volume 4 mériterait d'être adaptée pour une meilleure lisibilité. En effet, les duo « trame/couleur » retenus pour symboliser les « pelouses sèches » et les « secteurs à enjeux 10 000^e contenant des corridors » sont trop proches et se confondent.

IV.3.1. Protéger la Trame bleue

La définition de la trame bleue est rappelée page 100.

Comme indiqué précédemment, la définition de la trame bleue pourra être modifiée en fonction des remarques précédemment faites.

► *Protéger les zones humides de toute urbanisation et artificialisation*

Recommandation 22 (page 100)

Les aspects suivants sont précisés :

Conformément à l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme, les règlements des documents d'urbanisme locaux peuvent identifier et localiser les ripisylves à protéger pour leur intérêt écologique et paysager et prévoir, le cas échéant, les mesures nécessaires à leur remise en bon état.

Il nous paraît pertinent que la référence à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme relatif aux espaces boisés classés puisse également être ajoutée à cette recommandation, puisque complémentaires aux dispositions de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme.

Orientation 85 (page 101)

Les aspects suivants sont précisés :

« L'annexe 5 du DOO libellée « Les zones humides reconnues comme majeures et leurs espaces fonctionnels dans le bassin versant de l'Ardèche » localise par EPCI ces zones humides ainsi que leurs espaces fonctionnels. »

Il serait pertinent de notre point de vue que l'ensemble des zones humides « surfaciques » et « ponctuelles » de l'inventaire départemental puissent également toutes figurer sur la carte page 101 et à l'annexe 5.

IV.3.2. Protéger les réservoirs de biodiversité de la Trame verte

► *Protéger les réservoirs de biodiversité prioritaires et secondaires*

La définition des réservoirs de biodiversité et leur distinction en 2 catégories est rappelée page 103.

Comme indiqué précédemment, cette définition pourra être modifiée en fonction des remarques précédemment faites.

Recommandation 24 (page 103)

Les aspects suivants sont précisés :

« Les communes et EPCI sont invités à identifier, au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme, les massifs forestiers à laisser en libre évolution au sein de ces réservoirs.
Ils sont parallèlement encouragés à y protéger la trame sombre. »

Il nous paraît également pertinent ici que la référence à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme relatif aux espaces boisés classés puisse également être ajoutée à cette recommandation.

Recommandation 25 (page 104)

Les aspects suivants sont précisés :

« Les documents d'urbanisme locaux sont invités à identifier des secteurs particuliers à l'intérieur des réservoirs de biodiversité secondaires pouvant faire l'objet d'une protection supérieure au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme, du fait d'un intérêt remarquable insuffisamment mis en valeur. »

Il nous paraît également pertinent ici que la référence à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme relatif aux espaces boisés classés puisse également être ajoutée à cette recommandation.

Orientation 91 (page 103 et 104)

Cette orientation précise les éléments suivants :

« Les réservoirs de biodiversité secondaires sont classés en zone naturelle ou agricole, à l'exception de la tâche urbaine et des noyaux bâtis déjà existants.

Par ailleurs, sous réserve de justification du besoin et de l'absence d'alternative à cette localisation et de non perturbation des fonctionnalités écologiques du secteur sur le long terme, peuvent être autorisés :

- La densification des espaces déjà urbanisés ;*
- L'extension en continuité de l'existant dans le cadre d'une urbanisation limitée ;*
- Les constructions à usage agricole ;*
- Les projets d'intérêt généraux et les voies d'accès qui leur sont liées ;*
- Le développement d'activités liées à l'exploitation de la ressource forestière ou aux zones d'extraction de matériaux (carrières) ;*
- Les installations légères nécessaires à l'entretien et à la gestion écologique des réservoirs ;*
- Des liaisons douces.*

Les documents d'urbanisme locaux y réglementent l'installation des clôtures de manière à garantir le passage de la faune. »

Il serait pertinent de notre point de vue qu'au même titre que cela a été précisé pour l'[orientation 89](#) ; et dans le cas où la distinction des réservoirs de biodiversité prioritaires et secondaires soit validée par les services de l'Etat ; qu'il puisse être également précisé que certains aménagements peuvent être autorisés « *en respect des règlements en vigueur* ». En effet, dans les sites natura 2000 ou à proximité immédiate, des évaluations d'incidences sont nécessaires pour tout projet qui pourrait porter atteinte au bon état de conservation des habitats et des espèces de faune et de flore.

Orientation 94 et orientation 95 (page 106)

Il nous paraît également pertinent ici que la référence à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme relatif aux espaces boisés classés puisse également être ajoutée à ces 2 recommandations.

Orientation 97 et orientation 98 (page 107 et 108)

Comme précédemment, Il nous paraît également pertinent ici que la référence à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme relatif aux espaces boisés classés puisse également être ajoutée à ces 2 recommandations.

IV.4. PREPARER LA TRANSITION ENERGETIQUE

IV.4.2. Renforcer l'autonomie énergétique du territoire

Le document graphique 21 situé à la page 111 présente la trajectoire de production en énergie renouvelable du territoire SCOT.

Ces chiffres reflètent la part d'énergie produite et consommée localement ou exportée. Toutefois, concernant le bois énergie et comme indiqué précédemment, ils ne reflètent aucunement la part des ressources naturelles exploitées pour produire du bois énergie à usage local ou pour l'export.

Objectif 52 (page 115)

Cet objectif précise les aspects suivants :

« La production de bois énergie est augmentée d'environ 35% d'ici 2030, avec un accroissement supplémentaire d'environ 45% entre cette date et 2040. »

Comme indiqué précédemment sur le contenu du PAAD, il nous semble pertinent que ce paragraphe puisse être enrichi et reformulé comme tel :

« La production de bois-énergie est augmentée d'environ 35 % d'ici 2030, avec un accroissement supplémentaire d'environ 45 % entre cette date et 2040. Cette augmentation s'effectuera dans une logique d'exploitation durable et raisonnée de la ressource forestière et dans le respect des éléments constitutifs de la trame verte et bleue ».

Recommandation 29 (page 115)

Cette recommandation précise les aspects suivants :

« Les zones forestières du territoire bénéficiant de Plans de développement de massifs ont vocation à être exploitées prioritairement pour alimenter de façon durable la filière bois énergie. Les collectivités et les exploitants sylvicoles locaux intègrent ce débouché dans leur modèle économique et technique. »

Il nous paraît pertinent qu'une orientation puisse être ajoutée ou à défaut que la recommandation 29 puisse être enrichie comme tel :

« Les documents d'urbanisme locaux identifient et localisent, au sein des entités boisées à destination sylvicole, les secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique et paysager au titre de l'article L. 113-1 et/ou de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme et définissent les prescriptions visant à les sauvegarder de toutes exploitations dans le respect de la trame verte et bleue. »

LIVRE 4 : DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL ET COMMERCIAL

I. Le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC)

I.1 Conditions d'implantation générales pour les équipements commerciaux au sein des localisations préférentielles de périphérie

Le tableau page 6 et 7 définit l'ensemble des conditions d'implantation selon 4 grands axes de développement auxquels doivent répondre les équipements commerciaux.

A l'axe « **Réduction de l'impact environnemental** », il serait de notre point de vue pertinent que puisse être ajoutées des conditions relatives à la préservation/restauration des continuités écologiques au sein des actuelles ou futures zones d'activités économiques (zones artisanales, zones commerciales et industriels) et particulièrement au droit et à proximité des secteurs de vigilances à la perméabilité écologique.

Il s'avère en effet que ces zones peuvent constituer des barrières physiques réelles ou potentielles à la libre circulation des espèces (imperméabilisation des sols, limitation drastique des espaces verts, implantation de clôture infranchissable,...).

Comme précédemment indiqué pour les remarques sur le PADD et DOO, des OAP « secteurs » ou « thématiques » pourraient dans ce sens être définies tout comme des obligations inscrites dans les règlements des documents d'urbanisme et ceci afin de limiter ces effets.

REMARQUES CONCLUSIVES

Aux vues des différentes remarques émises, nous nous interrogeons sur le fait qu'il soit prévu ou non que les données et le contenu de l'EIE soient mis à jour afin que ce dernier reflète pleinement la connaissance disponible en date d'arrêt du projet 17/02/2020.

Dans le cas contraire, il serait de notre point de vue pertinent de préciser les aspects suivants dans l'EIE :

« Les différents éléments constitutifs de la trame verte et bleue considérés reflètent un état des lieux réalisé à un instant donné et que les données associées sont évolutives et nécessitent une actualisation lors de l'élaboration des documents d'aménagement et de planification territoriale ».

Concernant les éléments constitutifs de la trame verte et bleue, un certain nombre d'éléments considérés semblent différer de l'actuel document référence sur le sujet : le SRADDET. Aussi, il serait de notre point de vue pertinent que ces différents aspects puissent être vérifiés auprès des services compétents (DDT, DRERL, Région AURA) et que la définition de la trame verte et bleue et ces différentes représentations cartographiques puissent être modifiées en fonction.

Concernant les autres remarques produites et propositions d'ajouts/modifications sur le contenu des différentes pièces soumises pour avis, nous espérons que ces dernières pourront être prises en considération.

*Benoît Pascault
Chargé de projet*

CEN Rhône-Alpes
Antenne Ardèche-Drôme
8 allée du Château
07200 VOGUE
04 75 36 32 31
benoit.pascault@cen-rhonealpes.fr